

Mémoire présenté au Comité spécial sur l’Afghanistan de la Chambre des communes (AFGH)

Contexte

Le Comité a entendu des témoignages importants, instructifs et déchirants sur ce qui s’est passé avant et après la chute de Kaboul en août dernier.

Nous aimerions souligner quelques points importants dans le but d’éclairer les délibérations du Comité et la formulation des recommandations.

Les femmes, les filles et les personnes LGBTQI font face à des défis quotidiens en Afghanistan, notamment la violence. La qualité de vie s’est généralement détériorée depuis août dernier, certes, mais les femmes, les jeunes femmes, les filles et les personnes LGBTQI éprouvent de graves difficultés, en particulier celles qui ont défendu leurs droits. On signale de nombreuses attaques perpétrées contre des femmes par les autorités locales¹. Les déplacements des femmes sont soumis à des restrictions sévères, tant à l’intérieur du pays qu’à bord de vols extérieurs². Ces restrictions s’ajoutent à un effondrement économique général, entraînant une inquiétante baisse de revenus et la faim. Les femmes signalent un état dépressif et des problèmes psychologiques majeurs, ainsi que de nombreux cas de suicide³. Selon un récent rapport rédigé par 14 experts indépendants des droits de la personne de l’ONU, le gel mondial des avoirs contribue également à la « souffrance des femmes »⁴. Des membres de la communauté LGBTQI déclarent avoir été attaqués, agressés sexuellement ou directement menacés par des talibans en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre⁵.

Cette situation humanitaire dévastatrice nuit à toute la population; il est donc important de veiller à ce que les femmes (en particulier les femmes qui sont chefs de ménage) jouent un rôle central dans les efforts d’aide humanitaire, laquelle n’atteindrait pas, selon certaines informations, ces femmes et leurs familles⁶. Les pratiques exemplaires en matière d’aide humanitaire soulignent l’importance d’inclure les besoins, les voix et les compétences des femmes dans la réponse. Pour ce faire, des travailleuses humanitaires sont nécessaires, tout comme les consultations avec un éventail exhaustif de femmes, tout en mettant l’accent sur les ménages dont les chefs sont des femmes.

Malgré un contexte des plus difficiles, les femmes continuent de s’organiser, de résister et de travailler – tant à l’intérieur et à l’extérieur du pays, pour un Afghanistan meilleur. Selon notre partenaire sur place, « les organisations de défense des droits des femmes tiennent bon et travaillent, mais les conditions du travail mené par des femmes sont encore plus difficiles qu’auparavant ».

¹ KUMAR, Ruchi et Hikmat NOORI (2022). « Taliban Launch Raids on Homes of Women Rights Activists », The Guardian, 20 janvier 2022, [en ligne], <https://www.theguardian.com/global-development/2022/jan/20/taliban-arrest-afghan-womens-rights-activist-witness-says>

² « No Long-Distance Travel for Women Without Male Relative », Aljazeera, 21 décembre 2021, [en ligne], <https://www.aljazeera.com/news/2021/12/26/afghanistan-long-distance-travel-women-without-male-escort-taliban>.

³ Mises à jour produites aux deux semaines par la *Women and Peace Studies Organization*.

⁴ FARGE, Emma (2022). « US asset freezes worsen Afghan women’s suffering – UN experts », Reuters, 25 avril 2022, [en ligne], <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/us-asset-freezes-worsen-afghan-womens-suffering-un-experts-2022-04-25/>

⁵ Human Rights Watch (2022). « Even if You Go to the Skies, We’ll Find You : LGBT People in Afghanistan After the Taliban Takeover », <https://www.hrw.org/report/2022/01/26/even-if-you-go-skies-well-find-you/lgbt-people-afghanistan-after-taliban-takeover>

⁶ Women for Women International (2022). « ‘No One Hears Our Voices’ Situational Assessment and Recommended Actions Based on the Perspectives and Experiences of Afghan Women », mars, [en ligne], <https://www.womenforwomen.org/no-one-hears-our-voices>

De nombreux militants ont fui le pays ou se cachent. D'autres poursuivent le combat dans des conditions très difficiles⁷. Les femmes en Afghanistan ont organisé des manifestations et des conférences de presse. L'Afghan Women's Network (Réseau des femmes afghanes) continue d'exploiter un refuge pour les femmes victimes de violence, sur les 30 qu'il exploitait avant août 2021⁸. Actuellement, un grand nombre de femmes afghanes au Canada continuent de s'exprimer et de défendre leurs intérêts⁹.

Les organisations dirigées par des femmes poursuivent leur travail, mais font face à d'énormes difficultés, surtout à cause du manque de financement. Pendant des années, les organisations de femmes en Afghanistan ont été sous-financées¹⁰. Les restrictions actuelles imposées aux organisations canadiennes menant leurs activités en Afghanistan (comme l'ont souligné de nombreux témoins au Comité) entravent l'appui aux activités quotidiennes des organisations de femmes. Une importante initiative d'Affaires mondiales Canada visant à soutenir les organisations de femmes en Afghanistan (Programme Voix et leadership des femmes) a gelé tous ses travaux. Au Fonds Égalité, nous ignorons si nous serons en mesure de continuer à appuyer une organisation toujours active qui gère un refuge et des services vitaux à Kaboul, malgré de grandes difficultés. (Nous ne nommons pas cette organisation dans ce document public pour des raisons de sécurité.)

Selon Urgent Action Fund Asia and the Pacific (UAF-AP), les besoins financiers des défenseurs des droits de la personne sont sous-estimés par la communauté internationale. Ce Fonds a recueilli 1,2 million de dollars pour répondre aux besoins de survie et de sécurité des défenseurs en Afghanistan, pensant que ce montant leur suffirait jusqu'en juin, mais en décembre 2021, il avait déjà été épuisé. Les besoins en matière de réinstallation hors du pays ou dans Kaboul, loin de certaines provinces, ainsi que le soutien psychosocial à fournir sont énormes. L'UAF-AP estime que cette année, plus de 300 subventions seront nécessaires pour soutenir la résistance et la résilience des femmes afghanes et les défenseurs des personnes non binaires. Ils nous ont dit : « Leur détermination à survivre est leur résistance continue face aux forces qui les oppriment. De nombreux défenseurs ont commencé à employer des modes et canaux en ligne plus sûrs. »

De nombreux défenseurs des droits des femmes et des droits humains des femmes (notamment des journalistes, des politiciens, des juges et des acteurs de la société civile) tentent toujours de chercher asile, et vivent encore en Afghanistan, souvent dans des cachettes. D'autres se trouvent sur des pays tiers, toujours en attente d'options de réinstallation plus durables. Ils sont confrontés à des problèmes de visas expirés, à l'absence de moyens de soutien économique et à un espoir ténu.

Comme plusieurs personnes l'ont fait remarquer au Comité, il est urgent de s'attaquer à la lenteur, au manque de transparence et à la bureaucratie relatifs au soutien par le Canada aux Afghans menacés. À l'heure actuelle, le Canada n'offre aucun espoir aux personnes qui se trouvent encore en Afghanistan, car une détermination officielle du statut de réfugié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est requise.

Recommandations

Le gouvernement du Canada mentionne souvent sa politique étrangère féministe et sa politique d'aide internationale féministe. Nous appelons à l'application nette et uniforme de ces politiques dans le cas de l'Afghanistan. Il est nécessaire de consulter et d'écouter les femmes afghanes et les personnes LGBTQI,

⁷ Voir, par exemple, le discours de Mariam Safi devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 2 mars 2022, [en ligne], https://www.womenpeacesecurity.org/resource/un-security-council-briefing-on-afghanistan-by-mariam-safi/#_ftn19

⁸ PARRIA, Sara (2022). « *Protections for Women Facing Violence Have Vanished Under the Taliban* », The New Humanitarian, 20 avril 2022, [en ligne], <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/04/20/afghanistans-empty-womens-shelters>

⁹ Wazhma Frogh, l'une des témoins qui ont comparu devant le Comité, a récemment publié l'article suivant sur CNN : <https://www.cnn.com/2022/04/22/opinions/afghanistan-taliban-girls-education-media-frogh/index.html>

¹⁰ SHARMA, Pushkar et Tenzin DOLER (2021). « *Afghan Women's Rights Activists Have Long Been Underfunded. This must change* », Open Democracy, septembre 2021, [en ligne], <https://www.opendemocracy.net/en/5050/afghan-women-donors-leadership/>

et de répondre à leurs besoins et à leurs priorités.

Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada prenne des mesures immédiates pour faciliter l'évacuation, le transport et la réinstallation au Canada des Afghans à risque. En plus de respecter les engagements envers les personnes qui ont aidé la mission des Forces armées canadiennes, il est également urgent **d'accorder la priorité aux femmes défenseuses des droits humains, aux défenseurs des droits de la communauté LGBTQI et aux militantes.** Bon nombre de ces militants ont également collaboré avec des initiatives canadiennes (et internationales) et ont été encouragés à s'organiser pour la défense de leurs droits et à saisir de nouvelles possibilités.

Nous exhortons le gouvernement à fournir des données ventilées par sexe sur les réfugiés qui arrivent au Canada, y compris dans le cas du demandeur principal. Il est important de savoir combien de femmes défenseuses des droits ont été réinstallées au Canada.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada offre des soutiens et des ressources aux organisations dirigées par des femmes, aux organisations LGBTQI menant des activités en Afghanistan et aux femmes afghanes participant aux discussions sur l'avenir de l'Afghanistan à l'extérieur du pays. À court terme, l'aide humanitaire canadienne devrait inclure des soutiens aux organisations de femmes qui participent à la fourniture de l'aide, à la prévention de la violence fondée sur le genre et aux initiatives connexes. À moyen terme, il est nécessaire de disposer d'un financement de base ou flexible destiné à l'ensemble des organisations de femmes travaillant sur d'autres questions, comme la survie économique des femmes, l'éducation des filles, les soins de santé (notamment l'assistance mentale et psychosociale), le dialogue sur les droits des femmes et des filles avec les autorités religieuses, et la consolidation de la paix communautaire.

Le soutien aux femmes dirigeantes afghanes en exil est également important si celles-ci doivent jouer un rôle important dans le dialogue et le débat sur l'avenir de l'Afghanistan.

Comme l'ont soulevé de nombreux témoins, il est nécessaire de modifier la législation canadienne sur la lutte contre le terrorisme et/ou de prévoir des dispositions spéciales pour permettre aux organisations canadiennes de reprendre leurs activités en Afghanistan sans crainte de poursuites judiciaires. Les dispositions canadiennes semblent beaucoup plus restrictives que celles d'autres pays¹¹.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada prenne des mesures diplomatiques énergiques pour assurer l'appui aux droits des femmes en Afghanistan. Nous avons entendu à maintes reprises des dirigeantes afghanes dire que la communauté internationale doit dialoguer avec les dirigeants de fait de l'Afghanistan, tout en n'accordant leur reconnaissance officielle qu'une fois les droits fondamentaux de la personne respectés, notamment les droits des femmes et des filles à l'éducation, à l'emploi, à la protection contre la violence et à la participation à la vie publique.

Au nombre des recommandations particulières, mentionnons :

- Travailler avec des gouvernements affinitaires (en mettant l'accent sur ceux qui ont également une politique étrangère féministe) afin de formuler des stratégies de dialogue coordonnées et efficaces.
- Veiller à ce que les délégations comprennent un nombre important de femmes et de femmes occupant des postes de direction.
- Mobiliser/soutenir la mobilisation des dirigeants religieux d'autres pays, ayant une vision plus progressiste des droits des femmes.
- Appuyer les déclarations de politique par des investissements dans les organisations de défense des droits des femmes.

¹¹ LOFT, Philip (2022). « *Aid to Taliban- Controlled Afghanistan* », UK House of Commons Library, [en ligne], <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-9343/CBP-9343.pdf>

Recommandation 4 : Que le gouvernement du Canada collabore avec d'autres gouvernements et organisations multilatérales en vue de répondre aux besoins humanitaires de tous les Afghans, notamment ceux des femmes, des personnes LGBTQI et des filles. Dans le contexte actuel, des efforts dynamiques sont nécessaires pour que les organisations humanitaires puissent employer des femmes, afin que l'aide parvienne aux ménages dont des femmes sont les chefs de famille, puis aux personnes et aux communautés vulnérables. La participation des femmes à l'évaluation des besoins, au contrôle de la distribution et à l'établissement des rapports/évaluations est également requise. L'aide humanitaire doit également inclure une attention particulière à la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi qu'aux soins de santé reproductive.

Recommandation 5 : Que le gouvernement du Canada mette au point des mécanismes de consultations périodiques des dirigeantes afghanes (dans toute leur diversité) et des représentantes d'organisations de femmes et de personnes LGBTQI à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan. Nous avons entendu dire que les femmes afghanes se sentent abandonnées par la communauté internationale. Compte tenu du soutien à long terme du Canada aux droits des femmes en Afghanistan et de son engagement envers les approches féministes, il est essentiel qu'Affaires mondiales Canada veille à ce qu'il y ait plus que des consultations symboliques avec les femmes afghanes et les personnes LGBTQI. La pleine diversité des voix, des priorités et des points de vue des femmes doit être entendue par les décideurs.

Conclusion

La politique d'aide internationale féministe et le Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité du Canada prévoient des mandats stratégiques audacieux. La crise en Afghanistan est un test décisif de la capacité et de la détermination du Canada à transformer ces paroles en actes. Les militantes des droits des femmes en Afghanistan ont écouté les représentants canadiens lorsqu'ils les ont exhortées à revendiquer leurs droits. Elles ont agi avec courage, avant et après août 2021. Aujourd'hui, nous sommes appelés à faire preuve du même courage dans notre soutien à leur égard.

Respectueusement soumis par le Fonds Égalité

29 avril 2022

Inspirés par l'ambition radicale des mouvements féministes, nous mettons en place la plus grande caisse autonome au monde pour l'égalité des sexes. Au Fonds Égalité, nous allions l'investissement dans une optique de genre, un financement public audacieux et une philanthropie multisectorielle agissante visant à débloquer de nouveaux capitaux destinés aux mouvements féministes du monde entier.
<https://equalityfund.ca/fr/page-daccueil/>